

# Rwanda - accord pour évacuer les réfugiés de Kigali

Smerdon, Peter

Reuters, 2 juin 1994

KIGALI, 2 juin, Reuter - Les rebelles du Front patriotique rwandais et l'armée régulière ont accepté jeudi de coopérer avec les Nations unies pour permettre l'évacuation des milliers de réfugiés bloqués à Kigali.

Mais les espoirs d'aboutir à une trêve lors des seconds entretiens entre les belligérants sous l'égide de l'Onu ont été déçus par un assaut rebelle contre des positions gouvernementales dans la capitale.

De source proche du Comité international de la Croix-Rouge à Kigali, on déclare qu'une quarantaine de personnes, dont dix enfants et dix soldats, ont dû être hospitalisés à la suite de cette attaque.

Durant cette attaque, des officiers des deux camps se sont rencontrés au QG de l'Onu et "sont convenus de coopérer à l'évacuation des réfugiés, qui reprendra demain (vendredi)", a déclaré le porte-parole des Nations unies, le commandant Jean-Guy Plante.

"Le cessez-le-feu a été brièvement évoqué mais on s'attend à ce qu'ils en parlent plus longtemps cet après-midi. Les pourparlers ont été francs et sérieux. Ils n'ont pas plaisanté."

La radio gouvernementale a diffusé jeudi un appel pour que la capitale soit défendue, accusant certains éléments des forces de sécurité régulières de désertir la ville.

De source proche de l'Onu on ne s'attend pas à ce que le FPR respecte une trêve avant d'avoir atteint son objectif - la prise de la capitale - au terme de huit semaines de meurtriers combats et massacres qui auraient fait jusqu'à un demi-million de morts.

"Je crois que le FPR pourrait même accepter une trêve (...) mais nous ne nous attendons pas à ce que qu'il arrête les combats jusqu'à ce qu'il ait obtenu ce qu'il cherche", a déclaré un responsable de l'Onu.

— "Gâchette facile" —

En attendant, les massacres continuent, a annoncé à Genève le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, dont un délégué a vu passer mercredi en l'espace d'une demi-heure 25 corps sur le fleuve Kagera, à la frontière avec la Tanzanie.

Lundi, lors des premiers pourparlers entre le FPR et les autorités gouvernementales depuis le déclenchement des combats, les rebelles avaient demandé

la cessation des massacres et des appels aux massacres. La délégation militaire gouvernementale avait répondu qu'elle transmettrait cette requête à son commandement suprême.

Après la mort d'un casque bleu sénégalais mardi à la suite d'un tir de mortier des rebelles, de nouvelles procédures ont été mises en place entre le FPR et l'Onu afin de permettre l'évacuation en toute sécurité des réfugiés des deux bords.

"Il y a des problèmes de communications entre le commandement rebelle et ses officiers sur le terrain. Les hommes sur le terrain ont la gâchette facile et il faut les faire obéir", a expliqué un officier de l'Onu.

"Ils sont en train de gagner, donc ils tirent sur tout ce qui bouge. On ne peut pas prendre le risque qu'un convoi de réfugié soit atteint."

Les rebelles, qui resserrent leur étau autour de la capitale ont pilonné à l'arme lourde dans la nuit et dans la matinée de jeudi les positions des forces gouvernementales dans le centre ville. Celles-ci ont riposté.

Mais le principal effort de guerre rebelle porte à l'heure actuelle sur la localité de Gitamara, à 40 km au sud de la capitale, où le gouvernement s'est retranché, et sur celle de Butare, près de la frontière burundaise.

Le flux de réfugiés rwandais qui fuient vers le Burundi menacent de propager les massacres entre Tutsis et Hutus dans ce pays où l'hostilité entre les deux ethnies est tout aussi ancrée, craignent les représentants sur place des organisations humanitaires. /MD

(c) Reuters Limited 1994